



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023



Rappel réglementaire

✓ Le Débat d'Orientation Budgétaire (le DOB)

Le DOB constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif pour les régions, les départements, toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les syndicats intercommunaux et syndicats mixtes qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Ces dispositions s'appliquent également aux établissements publics administratifs et aux établissements publics industriels et commerciaux rattachés aux précédents.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité préalable substantielle à l'adoption du budget primitif. Dès lors, la délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire serait entachée d'illégalité.

Il est pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB et qui doit avoir été transmis à l'ensemble des conseillers.

La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif et dans un délai raisonnable avant la séance de vote du budget afin que les élus disposent du temps de réflexion et de préparation nécessaire pour délibérer. Il ne peut intervenir ni le même jour ni lors de la même séance que le vote du budget.

✓ Rapport d'Orientations Budgétaires (le ROB)

Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Selon la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), traduit dans l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 qui précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les départements, ce rapport doit comporter :

- *« Les orientations budgétaires envisagées, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;*
- *La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des recettes et des dépenses. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;*
- *Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette et les perspectives pour le projet de budget ;*
- *La présentation de la structure des effectifs ainsi que des dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les avantages en nature et les heures supplémentaires rémunérées ;*
- *En outre, le ROB présente l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget ».*
- De plus, selon la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, le ROB fait figurer :
- Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Partie I – Contexte économique, financier et fiscal pour l'exercice 2023

Une reprise économique mondiale annihilée par la survenance du conflit Russo-Ukrainien

Après une année 2022 marquée par une reprise économique consécutive à l'ouverture des frontières et le redémarrage hétérogène des économies au niveau mondial notamment, la croissance de la zone euro impulsée principalement par la consommation privée, les économistes préoyaient une poursuite de la reprise économique. C'est dans ce contexte que le PLF 2022 tablait sur une croissance du PIB (Produit intérieur Brut) autour de 6% et une inflation autour de 1,8%.

Cependant, la survenance de la guerre entre la Russie et l'Ukraine est venue remettre en question ces prévisions. En effet, le conflit entre ces deux puissances a engendré des effets systémiques sur l'économie mondiale (hausse des matières premières, baisse de production, blocage des échanges de marchandises...).

L'UE fait partie des économies avancées les plus touchées du fait de sa proximité géographique avec la zone de conflit et de sa dépendance énergétique envers la Russie. Ainsi, les économistes prévoient une croissance autour de +0,3 % avec plus de la moitié des pays de la zone qui devrait connaître une récession.

Cette crise est aussi amplifiée par le manque de coordination au niveau européen. En effet, les deux économies motrices de l'Europe que sont l'Allemagne et la France n'ont pas dans un premier temps su s'accorder sur la conduite à tenir quant à ce conflit. La dernière réunion du conseil des ministres franco-allemand du 22 janvier 2023 semble élaborer des positions communes.

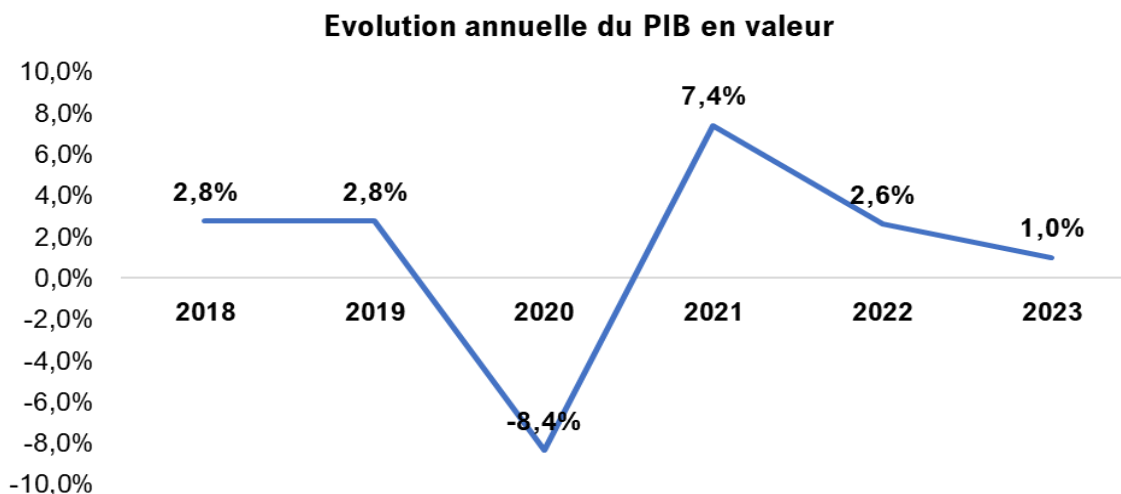
Une consommation des ménages grevée par la hausse du prix des biens et services

Le pouvoir d'achat des ménages en Europe s'érode fortement à mesure que les prix de l'énergie augmentent. Cette inflation pèse ainsi sur la consommation des ménages et aussi sur la production des entreprises. **En France, en 2022 et selon l'estimation provisoire de l'Insee parue le 4 janvier 2023, les prix à la consommation augmenteraient de 5,2 % en moyenne sur un an.**

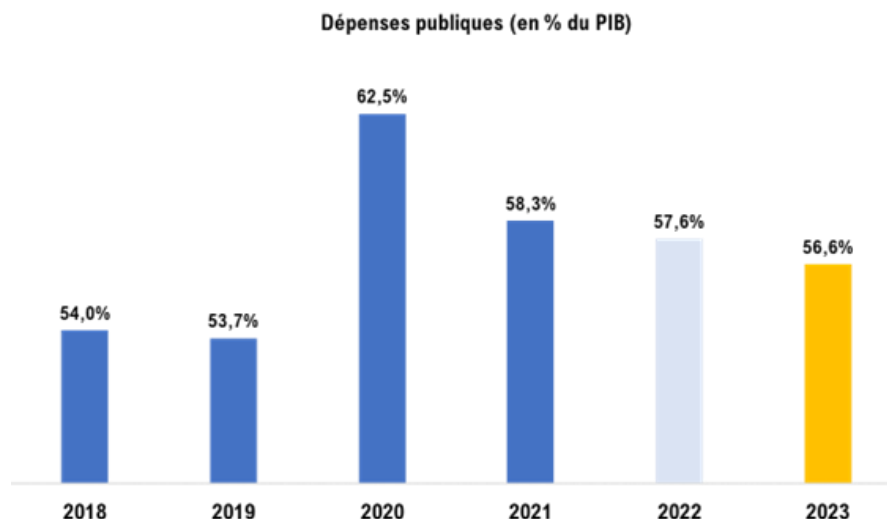
| Prévisions d'inflation – Selon l'INSEE | |
|--|--------|
| Prévisions annuelles en France | 2023 |
| INSEE (Déc. 2022) | / |
| Banque de France (Déc. 2022) – IPCH | +6,0% |
| Commission européenne (Nov. 2022) – IPCH | +4,4 % |
| OCDE (Nov. 2022) – IPCH | +5,7 % |
| FMI (Oct. 2022) – IPCH | +4,6 % |
| Gouvernement (PLF 2023) | +4,2 % |
| Prévisions annuelles en Zone euro | 2023 |
| BCE (Déc. 2022) – IPCH | +6,3 % |
| Commission européenne (Nov. 2022) – IPCH | +7,0 % |
| OCDE (Nov. 2022) – IPCH | +6,8 % |
| FMI (Oct. 2022) – IPCH | +5,7 % |

Des finances publiques marquées par la convergence vers les critères de Maastricht

Les prévisions des principales institutions financières ont été revues à la baisse. Pour l'année 2023, il est retenu une croissance de +1% du PIB en 2023 dans le cadre de la Loi de Finances alors que les prévisions du FMI (Fonds Monétaire Internationale) et de la Banque de France sont beaucoup moins optimistes : 0,7 % pour le FMI et +0,3 % pour la Banque de France.



La trajectoire des dépenses publiques poursuit sa baisse après avoir atteint un niveau record en 2020, **le gouvernement table sur une troisième année de baisse consécutive et ce malgré, les différentes mesures qui sont prévues pour faire face à la flambée du prix de l'énergie.**



Après deux années au cours desquelles le déficit public s'est creusé, celui-ci tend à diminuer en proportion du PIB, à mesure que la croissance économique s'accélère.

Dans le PLF 2022, Bercy tablait sur un déficit à -4,8 %. Les dernières prévisions le situent autour de -4,9 % du PIB en 2022. Ainsi, le solde reste stable bien que les prévisions initiales d'amélioration du solde reposent fortement sur une dynamique économique entre 2021 et 2022, similaire à celle que la France

a connu entre 2020 et 2021. **Pour l'année 2023, le gouvernement prévoit une dégradation du solde et un passage à -5 % du PIB.**

Par ailleurs, la dette publique devrait passer de 111,5 % à 111,2 % du PIB.

Une nouvelle donne pour les emprunteurs depuis un an

Après une longue période de taux courts particulièrement faibles, **les taux d'intérêts en Zone Euro ont augmenté significativement courant 2022 sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie.** Cette hausse a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à resserrer sa politique monétaire quatre fois l'an dernier. La BCE a ainsi porté son principal taux de refinancement (REFI) de 0,00 % à 2,50 %. En conséquence, l'Euribor 3 mois, **principal index utilisé sur les emprunts à taux variable, est passé en territoire positif et se rapproche de 2,30 % début 2023.** Les taux longs ont poursuivi leur remontée sous les effets cumulés de la croissance (PIB) depuis 2021 et de la reprise de l'inflation. **Le taux de swap EUR à 10 ans s'établit ainsi désormais entre 2,50 % et 3,00 %.**

La récente remontée des taux modifie **l'exercice de prévisions pour les collectivités, avec un coût des nouveaux emprunts supérieurs à celui des années antérieures.** Aussi, les collectivités pourront, par prudence, calculer les échéances de leurs nouveaux emprunts entre **3 et 4 %.** À noter, les intérêts de la dette ne représentent qu'une part très faible des dépenses réelles de fonctionnement (moins de 2 % en 2021).

La loi de finances pour 2023

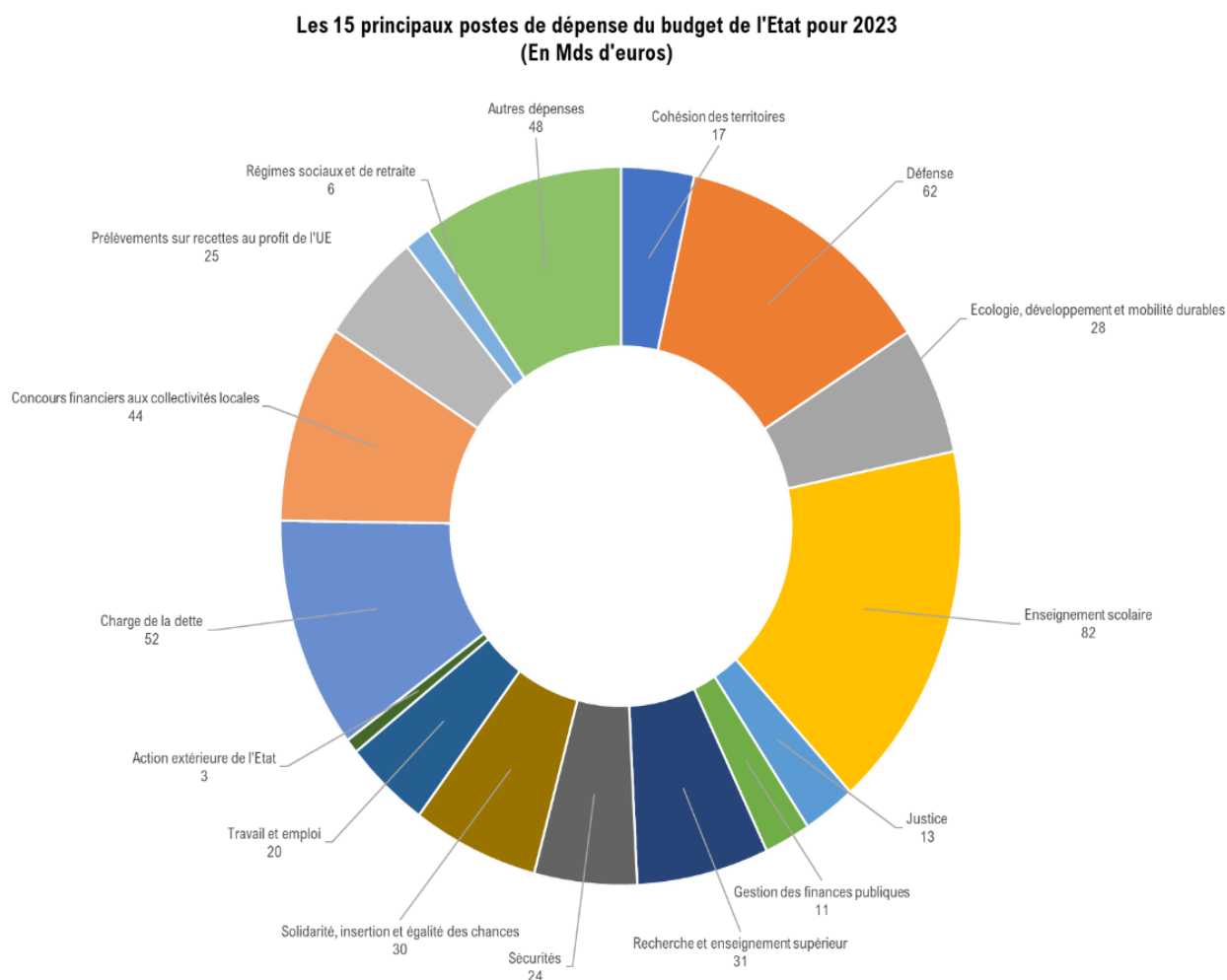
Un budget similaire à celui de l'année précédente

Le budget de l'Etat en 2023 reprend les bases de celui voté l'année précédente. En effet, le budget 2022 marquait le retour à la rigueur budgétaire suite au non-renouvellement du plan de relance. **En 2023, le budget s'inscrit dans la même lignée avec en parallèle le vote du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, qui prévoit un retour du déficit public sous la barre des 3% du PIB d'ici 5 ans.**

Une hausse des dotations en direction des collectivités locales

Les prélèvements sur les recettes de l'État augmentent au total de 2,3 Mds€ entre la Loi de Finances Initiale (LFI) de 2022 et la Loi de Finances 2023. Cette hausse résulte principalement de :

- **La mise en place du bouclier tarifaire pour 1,9 Md€ ;**
- **La hausse des dotations en direction des postes déjà existants et la reconduite de deux mesures exceptionnelles mises en place par la LFI 2021 pour 405 millions d'euros ;**



Conformément aux annonces gouvernementales, la dotation globale de fonctionnement (DGF) serait en augmentation de +2,15 % et s'établirait pour 2023 à 26,931 Mds €. Cette hausse comprend, un montant supplémentaire de +320 millions d'euros dont :

- **+ 30 millions d'euros au titre de l'abondement annuel de la dotation d'intercommunalité des EPCI ;**
- **- 20 millions d'euros au titre de la dotation de compensation des EPCI**
- + 290 millions d'euros au titre de la DSU (+90 M€) et de la DSR (+200 M€) perçues par les communes
- + 30 millions d'euros au titre de la Dotation Forfaitaire des communes.

Le financement de cette augmentation de la DGF du bloc communal, est assuré, en 2023, par un abondement exceptionnel de l'État (prévu à l'article 109). Contrairement aux années précédentes, le financement ne se fait pas en interne via un écrêtement de la dotation forfaitaire de la DGF des communes. **Ainsi, en 2023, la dotation forfaitaire (DF) d'une commune évolue uniquement en fonction de sa population DGF**, mais ne fait pas l'objet d'un prélèvement.

En parallèle, la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) perçue par les Communes et le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) à destination de l'ensemble du bloc communal demeurent inchangés :

- Enveloppe de DNP maintenue à 794 M€
- Enveloppe du FPIC maintenue à 1 000 M€

La révision des modalités de répartition du FPIC

Le FPIC est doté depuis 2016 de 1 milliard d'euros réparti chaque année entre les ensembles intercommunaux (EI = EPCI à fiscalité propre + ses communes membres).

Il s'agit d'un fonds de péréquation dit « horizontal » : les fonds sont prélevés sur certains EI ou CI et reversés à d'autres en fonction de critères de ressources et de charges.

La loi de finances 2023 intègre deux modifications :

- Il existait jusqu'en 2022 une garantie de sortie d'un an permettant aux EI ou CI cessant d'être éligibles au FPIC de percevoir 50 % du versement de l'année précédente. Cette garantie est étendue sur 4 ans : 90 %, 70 %, 50 % et 25 % du versement de l'année précédant la perte d'éligibilité ;
- Les EI ou les CI n'étaient pas éligibles au versement du FPIC avec un effort fiscal agrégé inférieur à 1. Ce critère d'inéligibilité est supprimé afin de permettre à un plus grand nombre d'EI d'être bénéficiaires et atteindre ainsi l'éligibilité pour 60 % d'entre eux.

Les dispositions concernant la fiscalité

➤ La suppression de la CVAE

La mesure phare de la Loi de finances pour 2023 est la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Dans sa dernière version, la Loi prévoit une réduction de 50% de la CVAE pour 2023 avant sa suppression définitive en 2024. L'objectif est notamment de venir améliorer le différentiel de compétitivité du secteur économique français vis-à-vis de l'Allemagne et des Etats-Unis.

Concernant la compensation de cette disposition au profit des collectivités locales bénéficiaires du produit de CVAE ; la Loi de Finances prévoit un remplacement de la CVAE par une fraction de TVA. Si la compensation à l'euro près avait initialement été annoncée par le Gouvernement, la rédaction de la Loi laisse cependant quelques incertitudes à ce sujet. En effet, le montant de TVA alloué sera attribué au regard de deux parts distinctes :

- Une première part fixe égale à :
 - o (Moyenne du produit de CVAE 2020, 2021 et 2022) + (Moyenne des compensations d'exonérations)
- Une seconde part résultant de la dynamique annuelle de cette fraction de TVA sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires dont les modalités de répartition, tenant compte du dynamisme économique de leurs territoires respectifs, seront arrêtées à l'issue d'une concertation avec les collectivités locales et précisées par décret.

Il est néanmoins possible de s'interroger sur le calcul de cette compensation : on sait en effet que du fait du rebond économique constaté en 2021, et du décalage de deux ans entre l'acquittement de la cotisation par l'entreprise et le versement du produit à la collectivité, il est probable que les montants de CVAE auraient sans doute été plus élevés en 2023.

Ainsi, le bloc communal percevra « une nouvelle ressource » composée à la fois d'une fraction de TVA calculée selon les critères définis ci-dessus et d'une part du « fonds national d'attractivité économique des territoires » répartie en fonction du dynamisme local. Les déterminants de cette dernière part doivent faire l'objet d'un décret.

➤ **Un report de la réactualisation des valeurs locatives**

Un amendement présenté par le député M. Cazenave et le groupe renaissance a été adopté. En effet, la réactualisation des valeurs locatives des locaux professionnels qui devait s'appliquer dès 2023 a été repoussée à 2025.

Dans le même sens, la réactualisation des valeurs locatives pour les locaux d'habitations a été repoussée à 2028.

Pour rappel, suite à la mise à jour des paramètres d'évaluation des valeurs locatives des locaux professionnels, engagée en 2017, il est prévu que l'ensemble des paramètres collectifs d'évaluation (secteurs d'évaluation, tarifs et coefficients de localisation) soit actualisé tous les 6 ans.

Ces paramètres ont été actualisés pour la première fois en 2022, en vue d'une intégration dans les bases d'imposition 2023 et ne seront finalement intégrés qu'en 2025.

Un coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales sera toujours appliqué sur les bases fiscales cette année : il s'établira à 7,1% au titre de 2023 contre 3,4% en 2022.

➤ La fin du processus de suppression de la Taxe d'Habitation

Il s'agit de la dernière année du processus de suppression de la Taxe d'Habitation. A cet effet, le bloc local va retrouver au titre de 2023 son pouvoir d'action sur les dispositions fiscales liées à la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires :

| Effets sur les : | 2022 | 2023 (suppression de la THRP pour le contribuable) |
|---|---|---|
| Bases des communes | | |
| Politique d'abattement et d'exonération | Délib. possible Gel abattement 3,4% (évol. IPCH nov n/nov n-1) | Délib. possible Pas d'abattement sur la THRS 7,1% (évol. IPCH nov n/nov n-1) |
| Revalorisation forfaitaire | Gel THRP 3,4% THRS | 7,1% (pour THRS/THLV) (évol. IPCH nov n/nov n-1) |
| Taux des communes | | |
| TFPB | Variation possible | Variation possible |
| TH | Gel | Variation possible THRS/THLV |

Les mesures d'aides face à l'inflation

➤ Le bouclier tarifaire

La loi de finances pour 2022 a prévu un bouclier tarifaire sur l'électricité avec une limitation de la hausse des tarifs réglementés de vente (TRV) à 4 % sur un an. La partie fiscale de ce bouclier repose sur la diminution, jusqu'au 31 janvier 2023, des tarifs de l'accise sur l'électricité (anciennement TICFE, taxe intérieure de consommation finale d'électricité) au niveau minimum autorisé par le droit européen : 0,50 €/MWh (mégawattheure) pour les consommations professionnelles et 1,00 €/MWh pour les consommations des ménages et assimilés. Cet article reconduit ces tarifs minimums entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024 pour contribuer à la limitation de 15 % de la hausse des TRV. À noter qu'en 2023 les tarifs de l'accise devaient augmenter en raison de l'intégration en son sein de la taxe communale de consommation finale d'électricité (TCCFE).

➤ L'amortisseur électricité

La Loi de Finances 2023 prévoit par ailleurs la création d'un dispositif intitulé « amortisseur électricité » par lequel l'État prend en charge une partie de la facture d'électricité des entreprises et des collectivités locales dès lors que le prix par MWh de l'électricité hors acheminement et taxes (« part énergie ») souscrit dépasse un certain niveau de référence. Ainsi, la facture est directement diminuée par le fournisseur, le montant correspondant à la baisse du prix de la part énergie étant directement compensé par l'État auprès de celui-ci.

Cependant, les collectivités bénéficiaires sont celles qui payent leur électricité plus de 180€/MWh (hors taxe et hors CSPE). Ainsi, au-delà de ce montant l'Etat prendra en charge 50% du montant jusqu'à un

prix plafond de 500€/MWh. Ainsi, toutes les collectivités qui payent 500 €/MWh et plus toucheront au titre de l'amortisseur une aide maximale bloquée à 160 €/MWh.

Ainsi, si une collectivité paye 350€/MWh, l'Etat prendra en charge 50% des 170 €/MWh au-delà du seuil de 180 €/MWh, soit 85 €/MWh. Ce qui correspond à un montant d'aide de 24%.

➤ **Le filet de sécurité**

Il s'agit initialement d'une dotation par prélèvement sur les recettes de l'État au profit des communes et de leurs groupements afin de compenser la hausse de leurs dépenses d'énergie (énergie - électricité et chauffage urbain), de produits alimentaires, et de leur masse salariale à la suite de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022.

Cette aide est élargie en 2023 aux collectivités territoriales dans leur ensemble, afin de les aider à faire face à l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement en énergie.

Comme pour le filet de sécurité au titre de 2022, les collectivités pourront bénéficier d'un acompte en cours d'année 2023 sur la dotation définitive, si elles en font la demande avant le 30 novembre 2023. Le décret d'application du filet de sécurité pour 2023 est en cours de rédaction :

- La dotation compensera 50 % de la différence, si elle est positive, entre :
 - La hausse des dépenses d'énergie, d'électricité et chauffage urbain (au titre du budget principal et des budgets annexes ainsi qu'au titre des subventions consenties aux fermiers et aux concessionnaires) entre 2022 et 2023 ;
 - Et 50 % de l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement entre 2022 et 2023.
- Le filet de sécurité au titre de 2023 bénéficiera aux collectivités territoriales et leurs groupements dont l'épargne brute aura baissé d'au moins 15 %. À l'instar du dispositif déjà en place au titre de 2022, seuls les collectivités ou groupements considérés comme les moins favorisés pourront bénéficier de la dotation. Plus précisément, seront bénéficiaires les communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes de leur strate démographique et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur, l'année de répartition, au double du potentiel fiscal par habitant moyen des établissements appartenant à la même catégorie.
- Selon le Gouvernement, 11 000 communes seraient identifiées comme bénéficiaires du filet de sécurité au titre de 2022, pour un total de 430 millions d'euros inscrits au titre de l'article 14 de la loi de finances rectificative 2022. Aucune estimation chiffrée du nombre de collectivités territoriales bénéficiaires du filet de sécurité au titre de 2023 n'a pour l'heure été rendue publique. Un prélèvement sur recettes de 1,5 milliard d'euros a été prévu à ce titre, indépendamment du coût, estimé à 1 milliard d'euros, de l'amortisseur électricité pour les collectivités locales.

Le soutien à l'investissement local

La loi de finance 2023 entérine la création du programme dit « Fonds vert ». Il est doté de 2 milliards d'euros en autorisations d'engagement dont 500 millions en crédits de paiement déconcentrés aux

préfets. Effectif dès le 1er janvier 2023, il doit répondre à trois types d'action : le renforcement de la performance environnementale dans les territoires, leur adaptation au changement climatique et l'amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission...).

Partie II – Synthèse financière et fiscale du budget principal

1. Un compte administratif prévisionnel en amélioration par rapport à 2021

1.1. Résultats prévisionnels 2022 et fonds de roulement

Le tableau ci-dessous met en évidence les résultats du CA sur les trois dernières années.

Le principal constat de ce tableau est la très forte progression du fonds de roulement lors de l'exercice 2022.

Le fonds de roulement de la commune correspond à **sa trésorerie disponible au moment de la clôture de l'exercice**.

- Le fonds de roulement se décompose entre :
 - Le résultat de fonctionnement
 - Le résultat d'investissement

Cette hausse permettra notamment à la ville de mobiliser son fonds de roulement pour le financement de ses investissements à venir.

| | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|--------|--------|--------|
| Dépenses de fonctionnement | 11 485 | 11 537 | 11 837 |
| Recettes de fonctionnement | 13 234 | 14 098 | 13 652 |
| Reports N-1 | 1 301 | 1 070 | 2 625 |
| Dépenses d'investissement | 3 528 | 4 346 | 1 160 |
| Recettes d'investissement | 4 224 | 3 730 | 3 553 |
| Reports N-1 | -2 210 | -1 514 | -2 130 |
| Détail restes à réaliser de dépenses | 789 | 616 | 815 |
| Détail restes à réaliser de recettes | 323 | 1 729 | 268 |
| Résultat de fonctionnement hors reports | 1 748 | 2 560 | 1 816 |
| Résultat d'investissement hors reports | 696 | -616 | 2 393 |
| Résultat total hors reports | 2 445 | 1 944 | 4 209 |
| Résultat de fonctionnement (hors RAR) | 3 049 | 3 630 | 4 441 |
| Résultat d'investissement (hors RAR) | -1 514 | -2 130 | 263 |
| Résultat total hors RAR (FDR au 31/12) | 1 536 | 1 500 | 4 704 |
| Résultat (RAR compris) | 1 070 | 2 613 | 4 157 |

1.2. Évolution 2020-2022 des dépenses de fonctionnement

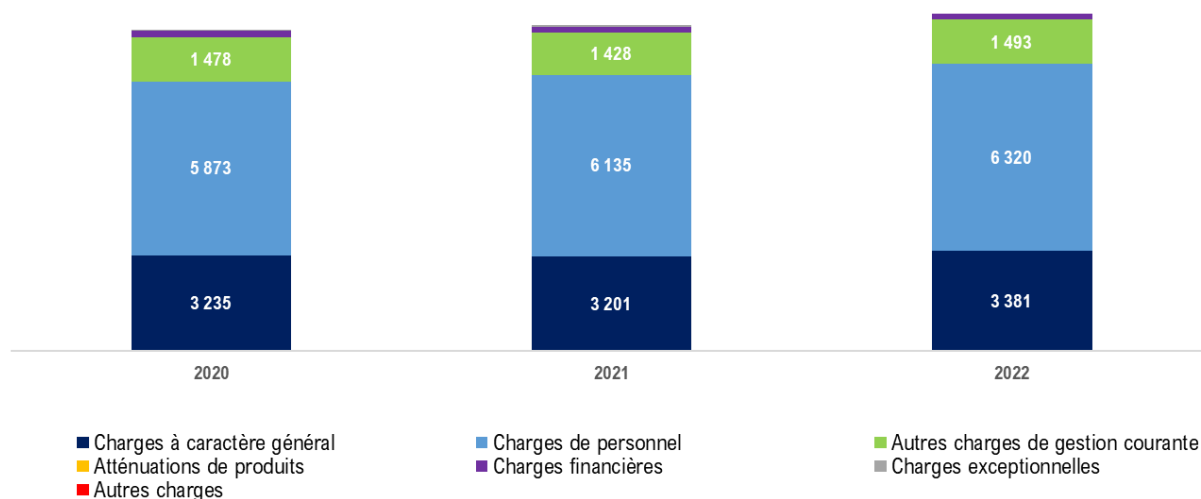
| En K€ | | | | Evol. en volume | | Evolution en % | |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|------------|----------------|-----------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 |
| Charges à caractère général | 3 235 | 3 201 | 3 381 | -34 | 180 | -1% | 6% |
| Charges de personnel | 5 873 | 6 135 | 6 320 | 262 | 185 | 4% | 3% |
| Autres charges de gestion courante | 1 478 | 1 428 | 1 493 | -51 | | -3% | 5% |
| Atténuations de produits | 10 | 8 | 10 | -2 | 2 | -23% | 32% |
| Dépenses de gestion courante | 10 597 | 10 771 | 11 204 | 174 | 433 | 2% | 4% |
| Charges financières | 225 | 202 | 193 | -23 | -9 | -10% | -4% |
| Charges exceptionnelles | 37 | 36 | 11 | -2 | -24 | -5% | -68% |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 10 859 | 11 008 | 11 408 | 149 | 400 | 1% | 4% |
| Dépenses d'ordre | 627 | 529 | 429 | -97 | -101 | -16% | -19% |
| Dépenses totales de fonctionnement | 11 485 | 11 537 | 11 837 | 52 | 299 | 0% | 3% |

Depuis l'année 2020, les dépenses de gestion courante de la commune ont sensiblement augmentées. Cette hausse est notamment liée à l'augmentation des charges à caractère général (+180 K€) et des dépenses de personnel (+185 K€).

S'agissant des charges à caractère général, cette hausse s'explique par l'accroissement de plusieurs postes de dépenses (à titre d'exemple : « Eau et assainissement » : +58 K€ ; « Energie et électricité » : +83 K€ ; « Combustibles » : + 29 K€).

Concernant les charges de personnel, une croissance de 3% est constatée sur l'année 2022 par rapport à l'année précédente.

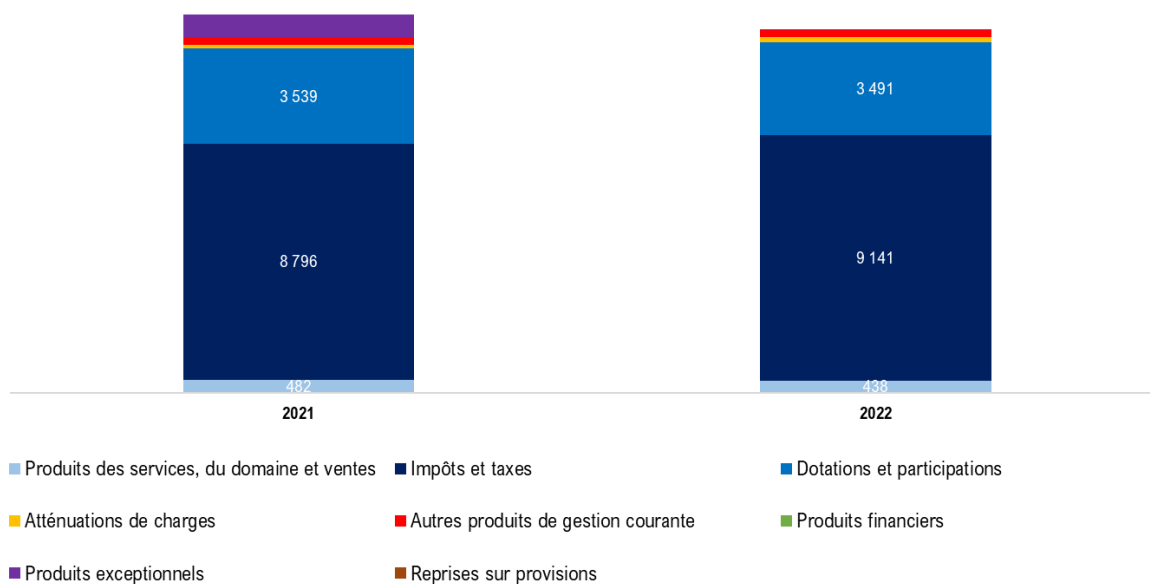
Structure des dépenses réelles de fonctionnement (en K€)



La progression des autres charges de gestion courante est essentiellement liée à l'augmentation des subventions versées aux associations (+66 K€)

1.3. Évolution 2020-2022 des recettes de fonctionnement

Structure des recettes réelles de fonctionnement (en K€)



Au global, les principales recettes de la ville sont constituées des impôts et taxes ainsi que des produits des services, du domaine et vente.

Alors que les recettes fiscales augmentent en 2022 pour la ville (+ 345K€), les recettes issues des produits des services, du domaine et vente diminuent (-44 K€).

En 2022, la ville n'a perçu aucun remboursement de frais par l'EPCI en raison de l'arrêt de la convention avec la CCRLCM concernant l'instruction de dossiers par le service urbanisme, ce qui représente une diminution de 92 K€ sur le budget de la ville.

S'agissant des produits issus de la fiscalité ménage, ils progressent notamment grâce à la revalorisation forfaitaire des bases (+141 K€). Cette hausse devrait se poursuivre en 2023 avec la revalorisation des valeurs locatives cadastrales de +7,1% prévue par la loi de finances de 2023.

Concernant la dotation globale de fonctionnement, elle progresse légèrement au global pour atteindre 3 M€ contre 2,98 M€ en 2021.

Enfin, la collectivité connaît une forte hausse de ses droits de mutation (+ 152 K€) lui permettant d'atteindre son niveau le plus élevé depuis l'année 2018.

| En K€ | 2020 | 2021 | 2022 | Evol. en volume | | Evolution en % | |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|-------------|----------------|------------|
| | | | | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 |
| Produits des services, du domaine et ventes | 482 | 482 | 438 | 0 | -44 | 0% | -9% |
| Impôts et taxes | 8 416 | 8 796 | 9 141 | 380 | 345 | 5% | 4% |
| Dotations et participations | 3 676 | 3 539 | 3 491 | -138 | -47 | -4% | -1% |
| Atténuations de charges | 130 | 127 | 177 | -3 | 50 | -2% | 40% |
| Autres produits de gestion courante | 225 | 259 | 265 | 34 | 6 | 15% | 2% |
| Recettes de gestion courante | 12 928 | 13 202 | 13 511 | 273 | 310 | 2% | 2% |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 127% | 17% |
| Produits exceptionnels | 202 | 881 | 38 | 679 | -843 | 337% | -96% |
| Reprises sur provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 13 130 | 14 083 | 13 549 | 953 | -534 | 7% | -4% |
| Recettes d'ordre | 103 | 15 | 103 | -88 | 88 | -85% | 582% |
| Recettes totales de fonctionnement | 13 234 | 14 098 | 13 652 | 864 | -445 | 7% | -3% |

1.4. Évolution de la fiscalité

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|---------------|---------------|----------------|----------------|
| Bases nettes TH (THRS en 2021) | 12 403 | 12 559 | 964 | 994 |
| <i>Evolution</i> | + 1,4% | + 1,3% | - 92,3% | + 3,2% |
| <i>dont revalorisation forfaitaire</i> | + 2,2% | + 1,2% | + 0,2% | + 3,4% |
| <i>dont évolution physique</i> | - 0,8% | + 0,1% | 0,0% | - 0,2% |
| Taux TH | 13,89% | 13,89% | 13,89% | 13,89% |
| Produit TH (THRS en 2021) | 1 723 | 1 744 | 134 | 138 |
| Bases FB | 11 666 | 11 981 | 11 644 | 12 041 |
| <i>Evolution</i> | + 2,4% | + 2,7% | - 2,8% | + 3,4% |
| <i>dont revalorisation forfaitaire</i> | + 2,2% | + 1,2% | + 0,2% | + 3,4% |
| <i>dont évolution physique</i> | + 0,2% | + 1,5% | + 1,0% | + 0,0% |
| Taux FB | 30,50% | 30,50% | 61,19% | 61,19% |
| Produit FB | 3 552 | 3 654 | 7 133 | 7 375 |
| Bases FNB | 169 | 189 | 192 | 185 |
| <i>Evolution</i> | + 0,9% | + 11,8% | + 1,5% | - 3,5% |
| <i>dont revalorisation forfaitaire</i> | + 2,2% | + 1,2% | + 0,2% | + 3,4% |
| <i>dont évolution physique</i> | - 1,3% | + 10,5% | 0,0% | - 6,7% |
| Taux FNB | 93,97% | 93,97% | 93,97% | 93,97% |
| Produit FNB | 159 | 178 | 180 | 174 |
| Produit fiscal direct "ménages" | 5 433 | 5 576 | 7 447 | 7 687 |
| | + 1,9% | + 2,6% | + 33,6% | + 3,2% |
| Bases nettes THLV | 366 | 366 | 403 | 325 |
| Taux THLV | 13,89% | 13,89% | 13,89% | 13,89% |
| Produit THLV | 51 | 51 | 56 | 45 |
| Compensation locaux industriels | | | 241 540 | 249 754 |
| Coefficient correcteur | | | 0,7875 | 0,7878 |
| Application du coefficient correcteur | | | -1 547 | -1 618 |
| Total fiscalité "ménages" | 5 484 | 5 627 | 5 956 | 6 114 |
| % évolution | 2,1% | 2,6% | 5,8% | 2,7% |

Les produits de fiscalité 2022 sont en progression par rapport à 2021 : +2,7 %.

Cette situation s'explique notamment par une forte progression/revalorisation forfaitaire des bases s'établissant à 3,4% pour l'année 2022, contre seulement 0,2 % en 2021.

Par ailleurs, l'évolution physique est quasiment nulle pour la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) (-0,2%), nulle pour la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et en forte baisse pour la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) en atteignant -6,7 %.

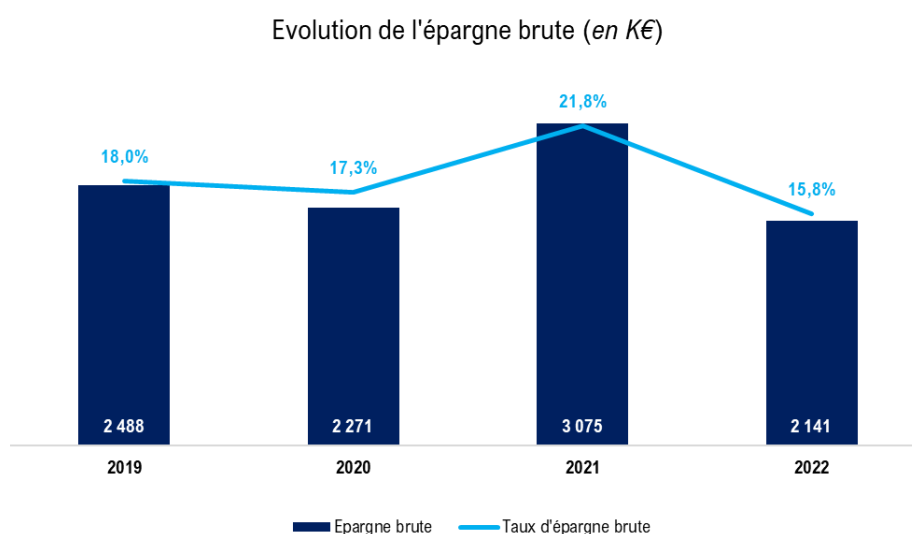
Dans le cadre de la réforme de la Taxe d'Habitation (TH), le gouvernement a institué un coefficient correcteur (COCO) afin de corriger le déséquilibre engendré par le transfert des bases de foncier bâti.

En effet, pour certaines communes, la part départementale de la Taxe sur le foncier bâti (TFB) sur compense la perte de TH.

Pour d'autres, elle ne permet pas de compenser intégralement la perte de TH. Par conséquent, on applique un coefficient correcteur (à la hausse ou à la baisse pour neutraliser les sous et sur compensation). Ce COCO s'applique au montant de TFB perçu par les communes à compter de 2021. Le COCO pour la ville de Lezignan-Corbières s'élève à 0,7878 (contre 0,7875 en 2021), la commune est donc sur compensée, cela se traduit par une retenue sur ses recettes d'environ -1,61 M€.

Par ailleurs, la baisse des impôts de production mis en place lors de la LFI pour 2021 a eu pour effet de diminuer les bases de TFB pour les locaux industriels. Dans le cas de la ville de Lezignan-Corbières, cela a engendré une baisse des bases de TFB. Afin de compenser cette perte, l'Etat accorde une compensation, elle s'élève pour la ville à 250 K€ en 2022.

1.5. Évolution des soldes intermédiaires de gestion



L'épargne brute, incluant les charges et produits exceptionnels diminue fortement entre 2021 et 2022 (- 933 K€).

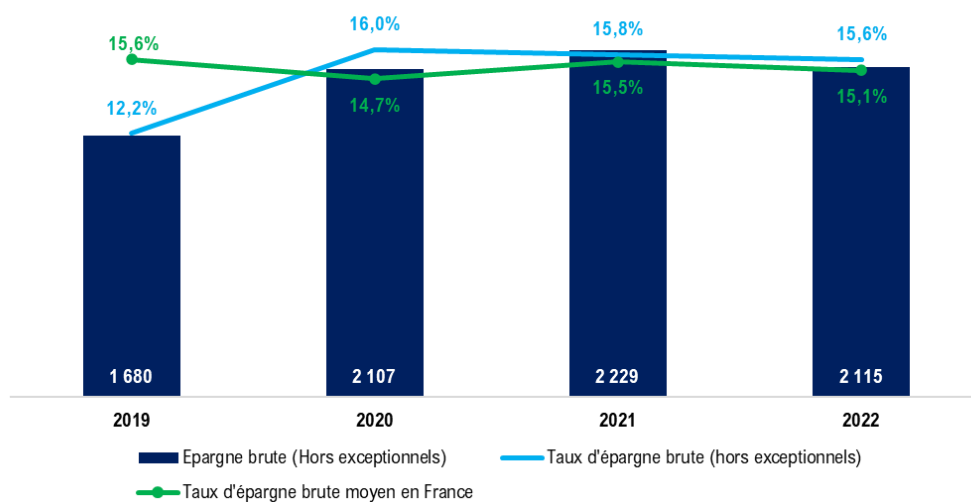
Cette situation s'explique notamment par la non-perception de produits exceptionnels importants en 2022.

Concernant l'épargne brute retraitée, bien que le taux d'épargne brute de la ville soit meilleur que celui de la moyenne nationale¹, on constate néanmoins une faible réduction de l'épargne en 2022 : 2 115 K€ contre 2 229 K€ en 2021, soit une baisse de 114 K€.

Cette baisse de l'épargne brute s'explique par une hausse des dépenses de la commune et une diminution de ses recettes.

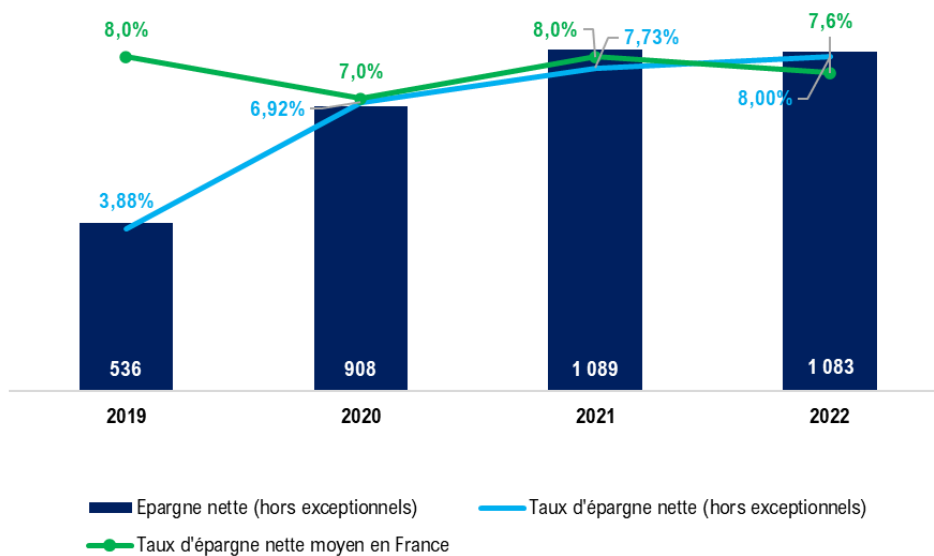
¹ Données issues du Rapport de l'observatoire des finances et de la gestion publique locales – Les finances des collectivités locales en 2022 ; Fiches financières des communes

Evolution de l'épargne brute (hors exceptionnels) (en K€)



Contrairement à l'épargne brute, l'épargne nette reflète la capacité à financer directement les dépenses d'équipements. Le montant de l'épargne nette est stable entre 2021 et 2022.

Evolution de l'épargne nette (en K€)



1.6. Évolution de la section d'investissement

| En K€ | Evolution 2020-2022 | | | Evol. en volume | | | Evol. en % | | |
|---|---------------------|--------------|--------------|-----------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2020 | 2021 | 2022 | 2020 | 2021 | 2022 |
| Dépenses d'équipement brut | 2 191 | 3 168 | 1 174 | -437 | 977 | -1 993 | -17% | 45% | -63% |
| Autres dépenses | 35 | 23 | 25 | 9 | -12 | 2 | 34% | -35% | 10% |
| Dépenses d'investissement hors dette | 2 225 | 3 190 | 1 199 | -428 | 965 | -1 991 | -16% | 43% | -62% |
| Remboursement du capital de la dette | 1 199 | 1 140 | 1 032 | 24 | -59 | -108 | 2% | -5% | -10% |
| Opérations liées à l'emprunt | 0 | 0 | 0 | | | | | | |
| Dépenses réelles d'investissement | 3 424 | 4 331 | 2 231 | -404 | 906 | -2 099 | -11% | 26% | -48% |
| Dépenses d'ordre d'investissement | 103 | 15 | 103 | -95 | -88 | 88 | -48% | -85% | 582% |
| Dépenses totales d'investissement | 3 528 | 4 346 | 2 335 | -500 | 818 | -2 011 | -12% | 23% | -46% |
| Subventions d'équipement | 350 | 216 | 458 | -89 | -134 | 241 | -20% | -38% | 111% |
| Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 692 | 635 | 640 | 34 | -57 | 5 | 5% | -8% | 1% |
| Excédent de fonctionnement capitalisés (1068) | 1 543 | 1 980 | 1 017 | -82 | 437 | -963 | -5% | 28% | -49% |
| Autres recettes | 13 | 19 | 66 | -15 | 6 | 47 | -55% | 49% | |
| Recettes réelles d'investissement hors dette | 2 598 | 2 850 | 2 180 | -152 | 252 | -670 | -6% | 10% | -23% |
| Emprunt | 1 000 | 350 | 1 000 | 1 000 | -650 | 650 | | -65% | 186% |
| Opérations liées à l'emprunt | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Recettes réelles d'investissement | 3 598 | 3 200 | 3 180 | 848 | -398 | -20 | 31% | -11% | -1% |
| Recettes d'ordre | 627 | 529 | 429 | 270 | -97 | -101 | 76% | -16% | -19% |
| Recettes totales d'investissement | 4 224 | 3 730 | 3 609 | 1 118 | -495 | -120 | 36% | -12% | -3% |

L'année 2022 est marquée par une forte diminution des dépenses d'investissement de la commune (- 1 991 K€).

Concernant les recettes d'investissement, la commune connaît une diminution de ses recettes globales, malgré un emprunt souscrit à hauteur de 1 M€. Cette baisse est exclusivement liée à la diminution des excédents de fonctionnement capitalisés.

En revanche, les subventions d'investissement perçues par la ville sont en progression (+241 K€). Cette augmentation des subventions est notamment liée par la perception de subventions provenant de l'Etat (+142 K€) et du Département (+132 K€).

Le budget d'investissement étant voté par opérations d'équipement, les opérations concernées sont les suivantes :

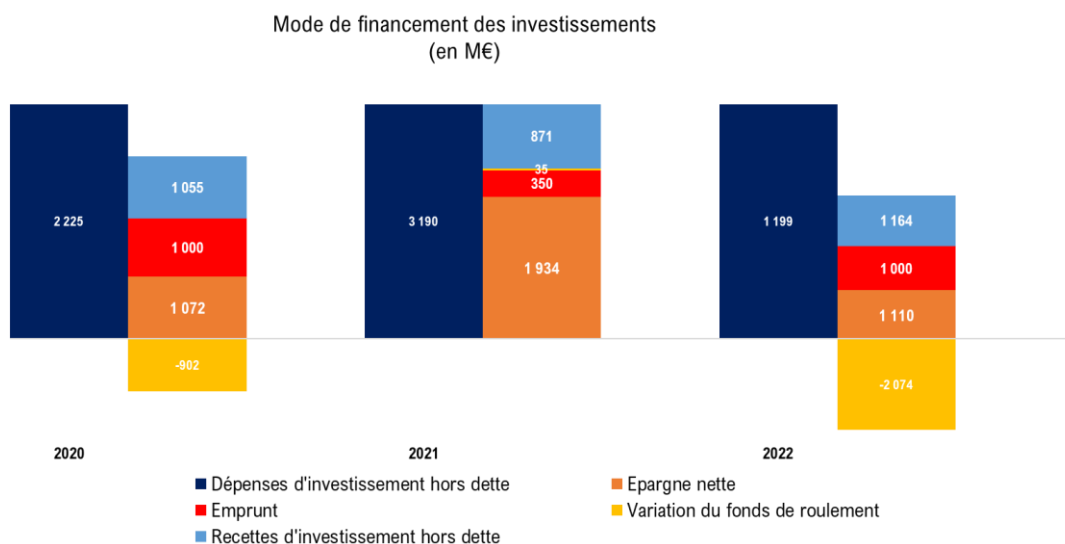
| Budget principal par opérations | Dépenses réelles d'investissement en 2022 | | | Observations |
|---|---|---------------------|----------------|---|
| | Prévu | Réalisé | Taux de réal. | |
| 211 - Opérations non affectées | 501 230,69 | 232 419,93 | 46,37 % | Mobilier-véhicule-informatique-matériel |
| 212 - Acquisitions de terrains - immeubles | 58 990,00 | 15 097,55 | 25,59 % | Acquisition terrain - étude PLU |
| 223 - Travaux piscine | 132 579,44 | 19 956,97 | 15,05 % | Petits travaux piscine |
| 234 - Travaux écoles | 261 200,00 | 31 952,30 | 12,23 % | Informatique-travaux-étude-mobilier |
| 239 - Travaux reboisement environnement | 20 000,00 | | 0 % | Parcours Vita / Voie verte |
| 246 - Signalétique | 60 797,33 | 18 186,82 | 29,91 % | Signalisation voiries |
| 251 - Equipements sportifs | 83 196,71 | 20 559,32 | 24,71 % | Petits travaux Stade Moulin / Stade Gaujac |
| 252 - Cœur de ville | 169 103,20 | 55 279,94 | 32,69 % | Acquisit°-trvx bâtiment-étude-subv° instal° com |
| 254 - Travaux bâtiments communaux | 995 489,82 | 547 550,32 | 55 % | Etude-trvx-équipt bat./jardin/HDV/église |
| 255 - Voies et réseaux divers | 911 379,30 | 210 366,46 | 23,08 % | Etude -travaux VRD |
| 257 - OPAH | 22 806,22 | 10 132,70 | 44,43 % | Opération façade (subvention) |
| 261 - Vidéo surveillance | 16 000,00 | 12 951,19 | 80,94 % | Extension réseaux caméras - remplacement |
| TOTAL | 3 232 772,71 | 1 174 453,50 | 36,33 % | |

1.7. Mode de financement des investissements

| En K€ | 2020 | 2021 | 2022 | Total sur la période | En % du total des modes de financement |
|---|--------------|--------------|--------------|----------------------|--|
| Dépenses d'investissement hors dette | 2 225 | 3 190 | 1 199 | 6 615 | |
| dont dépenses d'équipement brut | 2 191 | 3 168 | 1 174 | 6 533 | |
| dont autres dépenses | 35 | 23 | 25 | 83 | |
| Recettes d'investissement hors dette | 1 055 | 871 | 1 164 | 3 089 | 24,7% |
| Dont subventions et dotations | 1 042 | 852 | 1 098 | 2 992 | |
| Autres recettes | 13 | 19 | 66 | 97 | |
| Charge nette d'investissement | 1 171 | 2 320 | 36 | 3 526 | |
| Epargne brute | 2 271 | 3 075 | 2 141 | 16 737 | |
| Epargne nette | 1 072 | 1 934 | 1 110 | 4 116 | 32,9% |
| Variation du fond de roulement | 902 | -35 | 2 074 | 2 940 | 23,5% |
| Fonds de roulement au 01/01 | 634 | 1 536 | 1 512 | 3 682 | |
| Fonds de roulement au 31/12 | 1 536 | 1 500 | 3 586 | 6 622 | |
| Variation de la dette | -199 | -790 | -32 | -3 081 | |
| Remboursement du capital de la dette | 1 199 | 1 140 | 1 032 | 3 371 | |
| Emprunt | 1 000 | 350 | 1 000 | 2 350 | 18,8% |

Sur l'ensemble de la période analysée, le principal mode de financement des investissements mobilisé est l'épargne.

Par ailleurs, la mobilisation de l'emprunt en 2022 a conduit à faire significativement progresser le fonds de roulement de la collectivité.



2. Une programmation des investissements ambitieuse

2.1. Prévisions d'investissement

2.1.1. 2023 en détail

| Programme en K€ | Réalisé 2022 | ENS reportés | Crédits nouveaux 2023 | 2023 (Crédits nouveaux + reports) |
|---|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------------------|
| Axe 1. Déplacements et voiries | 138 | 274 | 1 318 | 1 592 |
| Dont Cours de la République | 5 | - | 200 | 200 |
| Dont Programme annuel de renforcement des voiries | 79 | 274 | 1 118 | 1 392 |
| Axe 2. Habitat et cadre de vie | 510 | 92 | 238 | 330 |
| Dont Acquisitions | 379 | 17 | 145 | 162 |
| Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources | 180 | 198 | 355 | 553 |
| Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine | 245 | 183 | 721 | 904 |
| Dont Toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...) | 37 | 84 | 400 | 484 |
| Dont Réhabilitation et restructuration de bâtiments communaux (Mairie et ateliers municipaux) | 169 | 66 | 230 | 296 |
| Dont Travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques | 37 | 27 | 55 | 82 |
| Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture | 85 | 10 | 648 | 658 |
| Dont Piscine | 28 | 10 | 425 | 435 |
| Axe 6. Aérodrome et projets structurants | 46 | 57 | 64 | 120 |
| TOTAL | 1 204 | 815 | 3 344 | 4 158 |

Les ENS reportés concernent majoritairement des travaux sur voirie, des engagements pour la commande de véhicules de propreté (axe 3), des travaux et maîtrise d'œuvre sur les bâtiments scolaires (axe 4) ainsi que des acquisitions en cours de bâtiments (axe 2).

Par rapport à l'année 2022, les prévisions d'investissement pour 2023 s'articulent essentiellement au niveau du programme « Déplacements et voiries » dont la majorité des crédits alloués est dédiée au programme annuel de renforcement des voiries (1 392 K€).

Seront débutées et/ou poursuivies en 2023 les études pour la réfection du Cours de la République (axe 1), étude de faisabilité du futur groupe scolaire et équipements connexes (axe 5) ainsi que les études pour les nouveaux locaux de la police municipale (axe 2).

En complément sont prévus sur l'exercice 2023, les projets de mise en accessibilité et de rénovation des vestiaires de la piscine municipale (axe 5), les travaux de la toiture de l'école Mistral (axe 4), la construction d'un préau à l'école Dolto (axe 4) ainsi que la création d'une unité de restauration scolaire à l'école Daudet et la rénovation du restaurant scolaire (axe 5).

Pour financer ses investissements, la ville pourra notamment mobiliser des subventions, son épargne brute ainsi que son fonds de roulement.

| En K€ | 2021 | 2022 | 2023 | Total sur la période - 2021 /2023 | En % du total des modes de financement |
|---|--------------|--------------|---------------|-----------------------------------|--|
| Dépenses d'investissement hors dette | 3 190 | 1 199 | 4 187 | 8 577 | |
| <i>dont dépenses d'équipement brut</i> | 3 168 | 1 174 | 4 159 | 8 501 | |
| <i>dont autres dépenses</i> | 23 | 25 | 28 | 76 | |
| Recettes d'investissement hors dette | 871 | 1 164 | 904 | 2 938 | 53,6% |
| <i>Dont subventions et dotations</i> | 852 | 1 098 | 904 | 2 854 | |
| <i>Autres recettes</i> | 19 | 66 | 0 | 85 | |
| Charge nette d'investissement | 2 320 | 36 | 3 283 | 5 639 | |
| Epargne brute | 3 075 | 2 141 | 767 | 5 983 | |
| <i>Epargne nette</i> | 1 934 | 1 110 | -303 | 2 741 | 50,0% |
| Variation du fond de roulement | -35 | 2 074 | -3 586 | -1 548 | -28,2% |
| <i>Fonds de roulement au 01/01</i> | 1 536 | 1 512 | 3 586 | 6 634 | |
| <i>Fonds de roulement au 31/12</i> | 1 500 | 3 586 | 0 | 5 086 | |
| Variation de la dette | -790 | -32 | -1 070 | -1 892 | |
| <i>Remboursement du capital de la dette</i> | 1 140 | 1 032 | 1 070 | 0 | |
| <i>Emprunt</i> | 350 | 1 000 | 0 | 1 350 | 24,6% |

2.1.2. 2023 -2026

Le PPI de la collectivité est structuré autour de 6 axes d'intervention. Parmi ces axes, la ville consacre la majeure partie de ses dépenses aux programmes « Déplacements et voiries », « Habitat et cadre de vie » ainsi qu'à celui relatif à « l'entretien et la valorisation du patrimoine ».

Concernant le programme « Déplacements et voiries », celui-ci est principalement tourné sur la réfection/réaménagement du Cours République sur du court terme, à moyen terme la rénovation du Boulevard Pasteur, la Rue Bataille, la modification du parking Ouradou et la création d'un nouveau parking (axe 1).

Pour « l'Habitat et cadre de vie », une volonté se détache : la création d'un nouvel hôtel de police, la continuation des aménagements d'espaces verts/publics et le maintien d'une capacité financière en vue d'acquisitions immobilières.

Le programme de relamping est renforcé afin d'accélérer les économies d'énergies (axe 3).

Quant à « l'entretien et la valorisation du patrimoine », cette opération se cantonnera à du réaménagement de bâtiments communaux tel que les écoles, et certains nécessitant une mise en sécurité. Cet axe initiera le programme OPAH, dont l'étude se déroulera en 2023 (axe 4).

Seront notamment prévus des travaux de sécurisation et de mise aux normes pour le stade de la Roumenguière (axe 5).

| Programme 2021- 2026 en k euros | Réalisé 2022 | 2023 (crédits nouveaux + ENS) | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Axe 1. Déplacements et voiries | 138 | 1 592 | 2 300 | 1 650 | 1 160 |
| Cours de la République | 5 | 200 | 1 800 | - | - |
| Voie douce Lézignan-Ferrals | - | - | - | - | - |
| Boulevard Pasteur | - | - | - | 570 | - |
| Rue Bataille | 53 | - | - | 220 | - |
| Parking Ouradou | - | - | - | 100 | - |
| Aménagement parking Tourmedos | - | - | - | - | - |
| Aménagement parking Minervois | - | - | 40 | 300 | 600 |
| Programme annuel de renforcement des voiries | 79 | 1 392 | 460 | 400 | 500 |
| Programme annuel de sécurité (abribus...) | - | - | - | 60 | 60 |
| Axe 2. Habitat et cadre de vie | 510 | 330 | 505 | 155 | 245 |
| Programme annuel aménagement espaces publics | 4 | 82 | 30 | 30 | 30 |
| Programme annuel aménagement espaces verts | 67 | 6 | 15 | 15 | 15 |
| Acquisitions | 379 | 162 | 100 | 100 | 150 |
| Cimetière | 32 | 37 | - | - | 40 |
| Nouveaux locaux Police Municipale | 3 | 20 | 350 | - | - |
| Vidéosurveillance et équipements PM | 24 | 24 | 10 | 10 | 10 |
| Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources | 180 | 553 | 270 | 270 | 295 |
| Matériel de propreté et de sécurité | 11 | 178 | 20 | 20 | 20 |
| Relamping | 3 | 155 | 100 | 150 | 200 |
| Modernisation action publique | 134 | 141 | 50 | 50 | 25 |
| Parc auto et matériel roulant | 33 | 80 | 100 | 50 | 50 |
| Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine | 245 | 904 | 350 | 350 | 650 |
| Démolition de bâtiment parking Tourmedos | 1 | - | - | - | - |
| Toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...) | 37 | 484 | 100 | 100 | 100 |
| Réhabilitation et restructuration de bâtiments communaux (dont rénovation énergétique) | 169 | 296 | 100 | 100 | 200 |
| Etudes réhabilitation du centre-ville | - | 42 | 50 | 50 | 50 |
| Travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques | 37 | 82 | 100 | 100 | 300 |
| Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture | 85 | 658 | 140 | 350 | 450 |
| Création restauration scolaire | - | 120 | - | - | - |
| Nouveau groupe scolaire (études) | 29 | 83 | 90 | - | - |
| Stade la Roumenguière | - | - | 50 | 350 | 350 |
| Piscine | 28 | 435 | - | - | - |
| Padel/terrain de pétanque/autres équipements | 19 | 20 | - | - | 100 |
| Réfection tribunes stade du Moulin | 2 | - | - | - | - |
| Camping | 3 | - | - | - | - |
| Culture | 5 | - | - | - | - |
| Axe 6. Aéroport et projets structurants | 46 | 120 | 60 | 10 | 10 |
| Aménagements aéroport et taxiway | 4 | 24 | 50 | - | - |
| PEM | 0 | 30 | 0 | 0 | 0 |
| Projets d'énergies nouvelles et environnement | 42 | 67 | 10 | 10 | 10 |
| TOTAL 2021-2026 | 1 204 | 4 159 | 3 625 | 2 785 | 2 810 |

3. Une programmation pluriannuelle de la section de fonctionnement « prudente »

3.1. Dépenses de fonctionnement

3.1.1. 2023 en détail

En 2023, il est prévu une hausse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 13%, justifiée par une forte augmentation des charges à caractère général (+944 K€ par rapport à 2022).

Dans un contexte de crise russo-ukrainienne, l'augmentation des charges à caractère général se fait notamment ressentir sur les dépenses énergétiques (électricité, carburant), sur l'augmentation des prix des produits et des prestations impactées par une inflation générant un effet de base depuis la crise liée à la pandémie Covid 19.

S'agissant des charges de personnel, elles progressent de 242 K€ en 2023, soit une augmentation d'environ 4%.

Cette hausse s'explique par :

- l'impact en année pleine de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires +3.5% ;
- la prévision d'une potentielle revalorisation du SMIC annoncée en cours d'année 2023 ou d'une augmentation supplémentaire du point d'indice estimée à hauteur de 1.5% ;
- une hausse généralisée des cotisations (assurances, CNFPT, médecine du travail...) ;
- la prévision des conséquences des contentieux RH en cours qui doit être constituée dès l'ouverture d'un recours en première instance contre la collectivité.

L'effort de maîtrise de la masse salariale déjà engagé sera poursuivi en 2023.

| En K€ | | | | | Evol. en volume | | | Evolution en % | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|------------|--------------|----------------|-----------|------------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 est. | 2021 | 2022 | 2023 est. | 2021 | 2022 | 2023 est. |
| Charges à caractère général | 3 235 | 3 201 | 3 381 | 4 326 | -34 | 180 | 944 | -1% | 6% | 28% |
| Charges de personnel | 5 873 | 6 135 | 6 320 | 6 562 | 262 | 185 | 242 | 4% | 3% | 4% |
| Autres charges de gestion courante | 1 478 | 1 428 | 1 493 | 1 653 | -51 | | 160 | -3% | 5% | 11% |
| Atténuations de produits | 10 | 8 | 10 | 10 | -2 | 2 | 0 | -23% | 32% | -1% |
| Dépenses de gestion courante | 10 597 | 10 771 | 11 204 | 12 550 | 174 | 433 | 1 347 | 2% | 4% | 12% |
| Charges financières | 225 | 202 | 193 | 342 | -23 | -9 | 149 | -10% | -4% | 77% |
| Charges exceptionnelles | 37 | 36 | 11 | 46 | -2 | -24 | 35 | -5% | -68% | 305% |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 10 859 | 11 008 | 11 408 | 12 938 | 149 | 400 | 1 530 | 1% | 4% | 13% |
| Dépenses d'ordre | 627 | 529 | 429 | 421 | -97 | -101 | -8 | -16% | -19% | -2% |
| Dépenses totales de fonctionnement | 11 485 | 11 537 | 11 837 | 13 359 | 52 | 299 | 1 522 | 0% | 3% | 13% |

3.1.2. 2024 -2025

| En K€ | | | | | Evol. en volume | | | Evolution en % | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|------------|------------|----------------|-----------|-----------|
| | 2022 | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. |
| Charges à caractère général | 3 381 | 4 326 | 4 390 | 4 456 | 944 | 65 | 66 | 28% | 1% | 1% |
| Charges de personnel | 6 320 | 6 562 | 6 660 | 6 760 | 242 | 98 | 100 | 4% | 1% | 1% |
| Autres charges de gestion courante | 1 493 | 1 653 | 1 653 | 1 653 | 160 | 0 | 0 | 11% | 0% | 0% |
| Atténuations de produits | 10 | 10 | 10 | 10 | 0 | 0 | 0 | -1% | 0% | 0% |
| Dépenses de gestion courante | 11 204 | 12 550 | 12 714 | 12 880 | 1 347 | 163 | 166 | 12% | 1% | 1% |
| Charges financières | 193 | 342 | 283 | 356 | 149 | -58 | 73 | 77% | -17% | 26% |
| Charges exceptionnelles | 11 | 46 | 46 | 46 | 35 | 0 | 0 | 305% | 0% | 0% |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 11 408 | 12 938 | 13 043 | 13 282 | 1 530 | 105 | 239 | 13% | 1% | 2% |
| Dépenses d'ordre | 429 | 421 | 421 | 421 | -8 | 0 | 0 | -2% | 0% | 0% |
| Dépenses totales de fonctionnement | 11 837 | 13 359 | 13 464 | 13 703 | 1 522 | 105 | 239 | 13% | 1% | 2% |

A l'horizon 2025, la prospective retient une évolution de 1,5% des charges à caractère général et des charges de personnel.

Les autres postes de charges restent stables, hors charges financières directement impactées par la mobilisation de la dette sur les autres exercices.

3.2. Recettes de fonctionnement

3.2.1. 2023 en détail

Conformément aux prévisions de revalorisation forfaitaire des bases (+ 7,1%), les produits des impôts et taxes devraient fortement progresser à nouveau en 2023.

Les produits des services laissent présager une légère baisse pour l'année 2023 (-4%).

Au global, les recettes de fonctionnement progressent de 210 K€ entre 2022 et 2023 soit une augmentation d'environ 2%.

| En K€ | | | | | Evol. en volume | | | Evolution en % | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|-------------|------------|----------------|------------|-----------|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 est. | 2021 | 2022 | 2023 est. | 2021 | 2022 | 2023 est. |
| Produits des services, du domaine et ventes | 482 | 482 | 438 | 420 | 0 | -44 | -18 | 0% | -9% | -4% |
| Impôts et taxes | 8 416 | 8 796 | 9 141 | 9 400 | 380 | 345 | 259 | 5% | 4% | 3% |
| Dotations et participations | 3 676 | 3 539 | 3 491 | 3 400 | -138 | -47 | -91 | -4% | -1% | -3% |
| Atténuations de charges | 130 | 127 | 177 | 170 | -3 | 50 | -7 | -2% | 40% | -4% |
| Autres produits de gestion courante | 225 | 259 | 265 | 240 | 34 | 6 | -25 | 15% | 2% | -9% |
| Recettes de gestion courante | 12 928 | 13 202 | 13 511 | 13 630 | 273 | 310 | 119 | 2% | 2% | 1% |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 127% | 17% | 19% |
| Produits exceptionnels | 202 | 881 | 38 | 0 | 679 | -843 | -38 | 337% | -96% | -100% |
| Reprises sur provisions | 0 | 0 | 0 | 75 | 0 | 0 | 75 | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 13 130 | 14 083 | 13 549 | 13 705 | 953 | -534 | 156 | 7% | -4% | 1% |
| Recettes d'ordre | 103 | 15 | 103 | 157 | -88 | 88 | 54 | -85% | 582% | 52% |
| Recettes totales de fonctionnement | 13 234 | 14 098 | 13 652 | 13 862 | 864 | -445 | 210 | 7% | -3% | 2% |

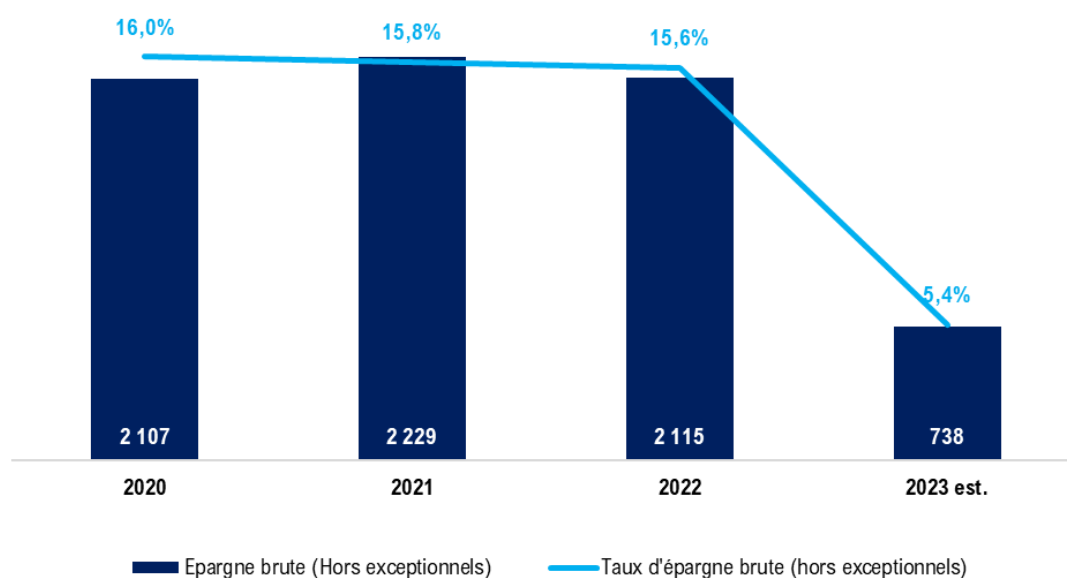
3.2.2. 2024 -2025

| En K€ | | | | | Evol. en volume | | | Evolution en % | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------|------------|----------------|-----------|-----------|
| | 2022 | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. | 2023 est. | 2024 est. | 2025 est. |
| Produits des services, du domaine et ventes | 438 | 420 | 424 | 428 | -18 | 4 | 4 | -4% | 1% | 1% |
| Impôts et taxes | 9 141 | 9 400 | 9 481 | 9 578 | 259 | 81 | 97 | 3% | 1% | 1% |
| Dotations et participations | 3 491 | 3 400 | 3 400 | 3 400 | -91 | 0 | 0 | -3% | 0% | 0% |
| Atténuations de charges | 177 | 170 | 100 | 100 | -7 | -70 | 0 | -4% | -41% | 0% |
| Autres produits de gestion courante | 265 | 240 | 242 | 245 | -25 | 2 | 2 | -9% | 1% | 1% |
| Recettes de gestion courante | 13 511 | 13 630 | 13 648 | 13 752 | 119 | 18 | 104 | 1% | 0% | 1% |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19% | 0% | 0% |
| Produits exceptionnels | 38 | 0 | 50 | 50 | -38 | 50 | 0 | -100% | | 0% |
| Reprises sur provisions | 0 | 75 | 0 | 0 | 75 | -75 | 0 | | -100% | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 13 549 | 13 705 | 13 698 | 13 802 | 156 | -7 | 104 | 1% | 0% | 1% |
| Recettes d'ordre | 103 | 157 | 157 | 157 | 54 | 0 | 0 | 52% | 0% | 0% |
| Recettes totales de fonctionnement | 13 652 | 13 862 | 13 855 | 13 959 | 210 | -7 | 104 | 2% | 0% | 1% |

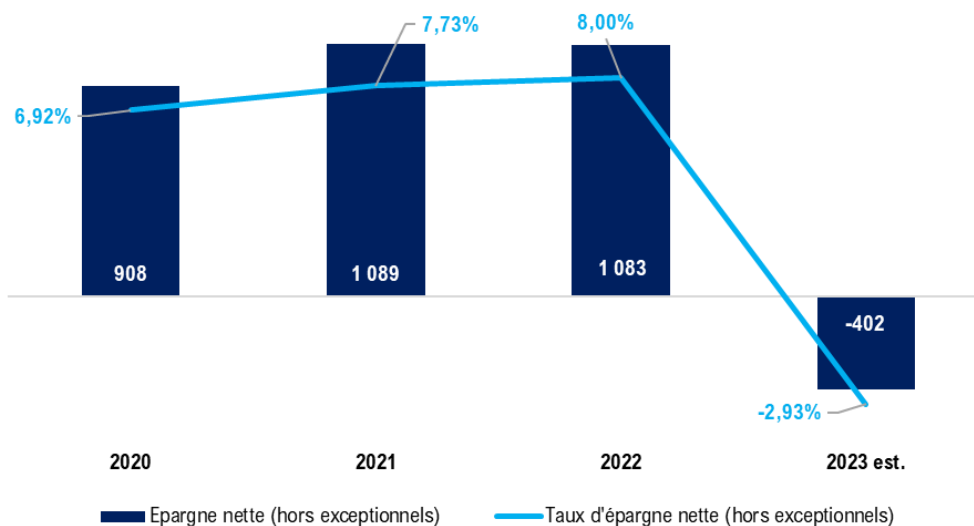
S'agissant des perspectives à l'horizon 2025, les hypothèses retenues concernant l'évolution des recettes est particulièrement prudente (environ 1%).

4. Grands équilibres financiers et soldes intermédiaires de gestion

Evolution de l'épargne brute (hors exceptionnels) (en K€)



Evolution de l'épargne nette (en K€)



Alors que l'année 2022 est marquée par une légère baisse de l'épargne brute de la ville, les prévisions pour l'année 2023 se dégradent en raison notamment du caractère très prudent des prévisions réalisées.

5. Les budgets annexes

Les deux budgets annexes de la ville sont des SPIC (Services publics industriels et commerciaux), à ce titre ils doivent s'auto équilibrer grâce à leurs recettes propres et ne peuvent, sauf exceptions, bénéficier de versements en provenance du budget principal.

5.1. Budget Eau potable

5.1.1. Exercice 2022

| | Eau potable | | |
|--------------------------------------|-------------|-----------|-----------|
| | 2020 | 2021 | 2022 |
| Total des dépenses de fonctionnement | 346 746 | 349 539 | 312 429 |
| Total des recettes de fonctionnement | 334 724 | 564 296 | 180 274 |
| Reports | 248 134 | 236 111 | 366 930 |
| Total des dépenses d'investissement | 3 773 314 | 1 177 870 | 311 343 |
| Total des recettes d'investissement | 4 575 636 | 1 552 917 | 726 195 |
| Reports | - 1 448 126 | - 645 804 | - 270 757 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | - 409 693 | 180 111 | 378 869 |
| Encours de dette au 31/12 | 3 548 054 | 3 423 994 | 3 298 972 |

L'année 2022 est marquée par une très forte diminution des recettes de fonctionnement et d'investissement. En fonctionnement, le décalage instauré par la nouvelle DSP dans la perception de la surtaxe de l'exercice n à l'exercice n+1 crée de facto une variation dans la collecte de recette d'une année sur l'autre. Il est aussi difficile de quantifier cette surtaxe.

Le faible taux de réalisations des dépenses d'investissements susceptible de générer du FCTVA, l'interruption de perception d'aide financière liée à des travaux subventionnables en sont la cause.

5.2. Budget Assainissement

5.2.1. Exercice 2022

| | Assainissement | | |
|--------------------------------------|----------------|---------|---------|
| | 2020 | 2021 | 2022 |
| Total des dépenses de fonctionnement | 396 530 | 341 025 | 330 600 |
| Total des recettes de fonctionnement | 314 065 | 277 542 | 291 731 |
| Reports | 406 558 | 324 993 | 261 510 |
| Total des dépenses d'investissement | 263 577 | 309 622 | 227 205 |
| Total des recettes d'investissement | 279 060 | 280 935 | 283 724 |
| Reports | 55 541 | 71 024 | 42 337 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | 395 117 | 303 847 | 321 496 |
| Encours de dette au 31/12 | 1 013 664 | 925 093 | 835 262 |

Le résultat de l'exercice est en légère amélioration par rapport à l'année 2021.

L'année 2022 présente à nouveau des recettes de fonctionnement de l'exercice inférieures aux dépenses.

Au global, le résultat de clôture atteint 321 K€.

A l'image du budget Eau potable, le décalage existant dans l'encaissement de la surtaxe sur un exercice comptable est la principale cause face à cette difficulté d'équilibrer les charges et les produits de fonctionnement, malgré un dynamisme croissant dans la perception des taxes de raccordement.

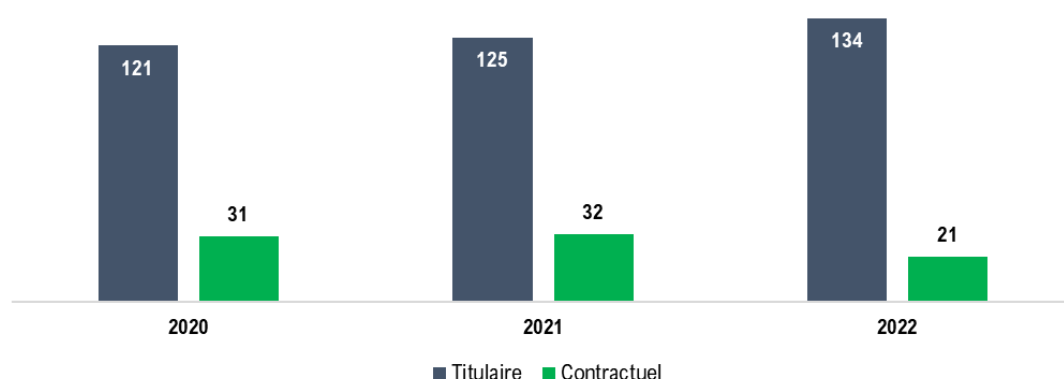
6. La politique en matière de Ressources Humaines

6.1. Structure des effectifs

Les éléments chiffrés comparatifs figurant dans cette synthèse sont établis sur la base des effectifs moyens annuels présents et rémunérés. Ces effectifs comprennent les agents titulaires et stagiaires ainsi que les agents contractuels sur emplois permanents et non permanents.

| 2022 | Catégorie A | | Catégorie B | | Catégorie C | | Contractuel | | Effectif total | |
|------|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|----------------|-------|
| | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme |
| | 3 | 1 | 7 | 4 | 60 | 59 | 7 | 14 | 77 | 78 |
| 2021 | Catégorie A | | Catégorie B | | Catégorie C | | Contractuel | | Effectif total | |
| | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme |
| | 2 | 1 | 7 | 4 | 57 | 54 | 13 | 19 | 79 | 78 |
| 2020 | Catégorie A | | Catégorie B | | Catégorie C | | Contractuel | | Effectif total | |
| | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme | Homme | Femme |
| | 3 | 0 | 5 | 4 | 59 | 50 | 13 | 18 | 80 | 72 |

Evolution et structure des effectifs (en ETP)

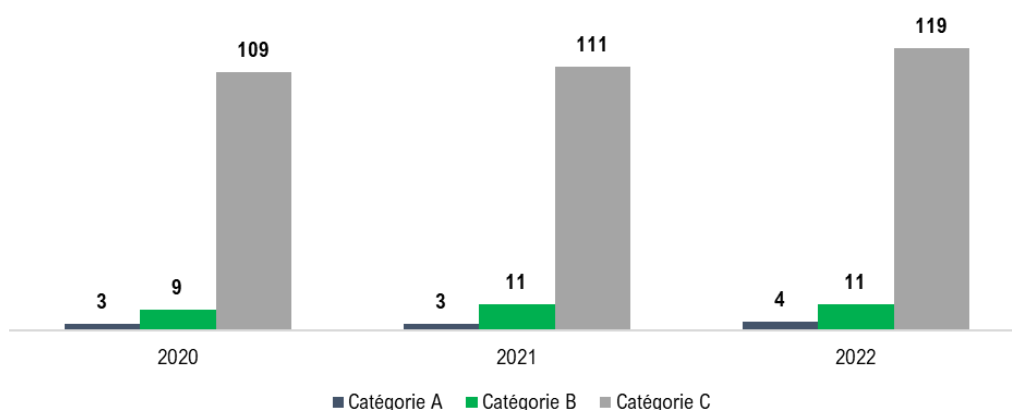


Au sein de la commune, les agents sont majoritairement des fonctionnaires en 2022 (80% sur la Mairie de Lézignan-Corbières contre 85% au niveau de l'ensemble des collectivités territoriales). On note une hausse des effectifs de titulaires et stagiaires de 7,20 % entre 2021 et 2022. Cette hausse s'explique par une pérennisation de certains agents contractuels notamment sur les services des écoles, la communication et les services techniques. Par ailleurs, le remplacement de certains départs en 2021 n'a été effectif qu'en 2022 notamment dans le cadre du respect des délais de recrutement.

Les effectifs contractuels concernent majoritairement des contrats saisonniers et des temporaires en remplacement pour pallier les absences pour raison de santé notamment au sein des écoles.

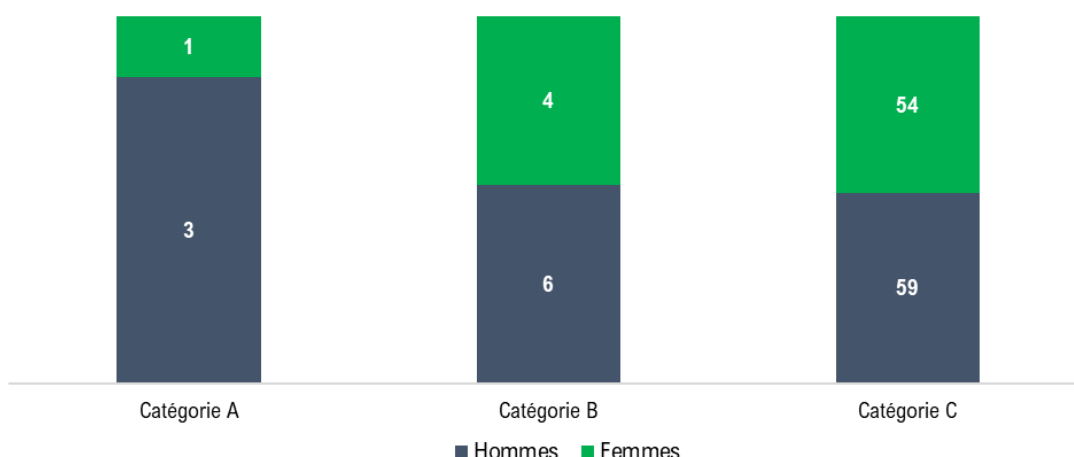
La part des femmes est stable par rapport à l'année précédente, elle représente près de 50% des effectifs tous statuts confondus. Dans la Fonction Publique Territoriale la proportion des femmes était établie par l'INSEE à plus de 60% des agents titulaires et stagiaires contre 45% pour la collectivité en 2020.

Evolution des effectifs moyens annuels titulaires et stagiaires par catégorie (en ETP)



La répartition statutaire reste relativement stable par rapport aux années précédentes. Les agents de catégorie C en 2022 représente 89% de l'effectif titulaire et stagiaire contre 8% pour les catégories B et 3% pour les catégories A.

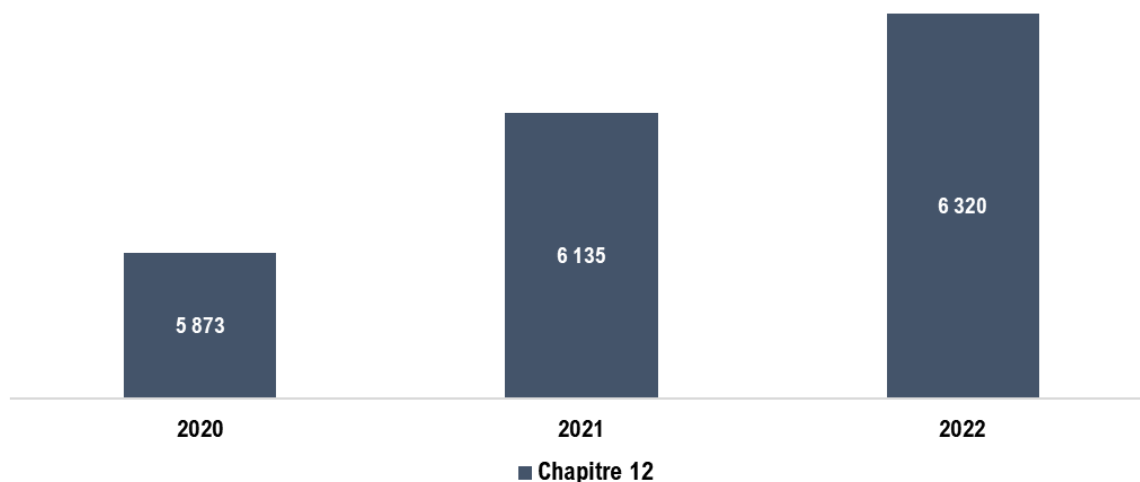
Nombre de femmes et d'hommes en moyenne, par catégorie entre 2020 et 2022 (en ETP)



S'agissant de la répartition des hommes et des femmes, la parité est assez bien représentée sur les catégories B et C. S'agissant de la Catégorie A, les hommes demeurent majoritaires.

6.2. Structure de la rémunération et évolution prévisionnelle

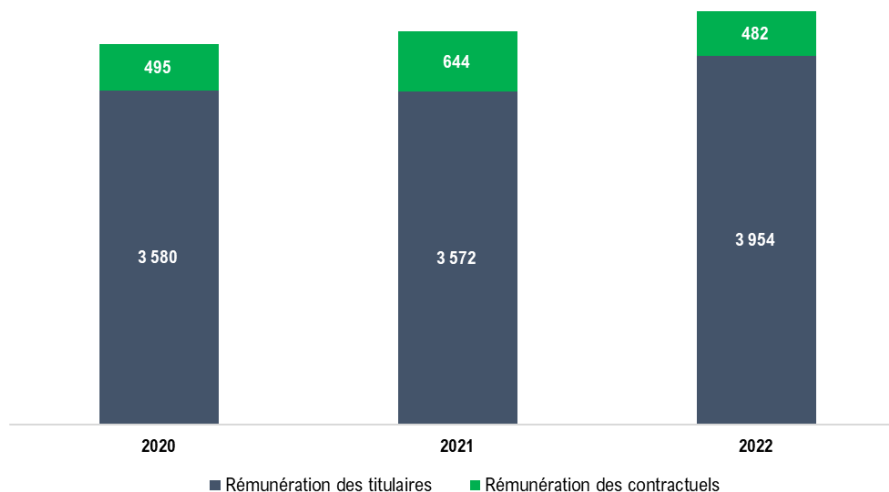
Evolution du chapitre 12 (en K€)



Le chapitre 012 (charges de personnel) progresse de manière importante entre 2021 et 2022 : +185 K€. Cette hausse s'explique par :

- La hausse du point d'indice des fonctionnaires 01/07/2022, +3.5% ;
- Les revalorisations du SMIC du 01/05/2022 et du 01/08/2022 ;
- La bonification d'une année sur la durée des déroulements de carrière accordée à tous les agents de catégorie C ;
- La modification des grilles indiciaires pour les deux premiers grades des agents de catégorie C au 01/01/2022 et pour les catégories B au 01/09/2022 ;
- Les heures supplémentaires avec majoritairement les animations (Lézivales et Prom'Aude) et deux élections dont deux tours supplémentaires par rapport à l'année 2021 ;
- Une hausse généralisée des cotisations assurances, CNFPT, médecine du travail...

Evolution des rémunérations hors cotisations (en K€)



Les rémunérations des agents titulaires et stagiaires augmentent de 11% entre 2022 et 2021. Cette évolution est liée à l'évolution réglementaire du traitement indiciaire des agents pour partie, et en corrélation avec la hausse des effectifs.

6.3. Absentéisme

Le taux d'absentéisme pour l'année 2022 s'établit à 12,43 % contre 10,52 % en 2021. La société SOFAXIS, assurance des collectivités territoriales, estimait ce taux à 9,60 % pour l'année 2021 sur l'ensemble des collectivités territoriales. Si la Mairie de Lézignan-Corbières présente un taux d'absentéisme supérieur, toute comparaison reste délicate au regard des différents modes de calcul.

EVOLUTION ABSENTEISME 2020 - 2022

| Type d'absence | 2020 (en jours) | 2021 (en jours) | 2022 (en jours) |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Accident du Travail | 89 | 72 | 1173 |
| ASA COVID | 209 | 204 | 16,5 |
| Congé Maladie Professionnelle | 366 | 184 | 0 |
| Longue Durée | 366 | 495 | 730 |
| Longue Maladie | 2603 | 2425 | 1688 |
| Maladie Ordinaire | 1426 | 2515 | 3358 |
| Total : | 5059 | 5895 | 6965,5 |
| Congé Maternité | 52 | 112 | 14 |
| Congé Paternité | 33 | 22 | 50 |
| Total : | 85 | 134 | 64 |
| Total général | 5144 | 6029 | 7029,5 |
| Taux d'évolution | 13,86% | 17,20% | 16,59% |

On constate une hausse du nombre de jours d'absence pour raison de santé, soit 16,59% de plus par rapport au nombre de jours comptabilisés entre 2021 et 2022. Cette progression s'explique par la forte hausse des absences de longue durée avec un nombre moyen de jour d'absence égal à 45 jours par agent pour 2022 contre 38 jours par agent pour 2021. La société SOFAXIS estimait à 49 jours en moyenne les absences sur l'année 2020 pour l'ensemble des collectivités.

L'année 2022 est également marquée par une forte progression du nombre et de la gravité des accidents de travail. Cette progression est à corréler avec les métiers aux contraintes physiques importantes auxquels s'ajoute l'impact du vieillissement des agents de la collectivité.

Concernant le nombre de jours pour congé longue maladie (CLM) et congé longue durée (CLD), on constate une tendance inverse avec une baisse du nombre de jours de 17,19 % entre 2021 et 2022. Cette baisse est à nuancer car une partie des jours de maladie ordinaire peut être requalifiée en CLM ou CLD sur le début de l'année 2023.

6.4. Avantages en nature

En référence à la délibération n°2022-016 passée au conseil municipal du 11 janvier 2022, les avantages en nature restent l'affectation d'un véhicule de fonction au DGS.

Le logement de fonction à l'agent AFIS qui effectue la surveillance de l'aérodrome reste inchangé.

6.5. Heures supplémentaires

| Année | Nombre d'agent | Nombre d'heures supplémentaires effectuées | Coût total pour la collectivité heures supplémentaires |
|-------|----------------|--|--|
| 2019 | 86 | 9505,14 | 256 082,47 € |
| 2020 | 102 | 10377,45 | 253 435,27 € |
| 2021 | 112 | 7320,06 | 193 020,63 € |
| 2022 | 100 | 7668,02 | 231 034,76 € |

Par référence à 2019, année non impactée par le COVID, l'année 2022 présente un nombre d'heures supplémentaires en baisse soit -19,33%.

En comparaison à l'année 2021, on note une hausse du nombre d'heures supplémentaires notamment liées à l'organisation des élections présidentielle et législative sur l'année 2022 mais également une reprise des manifestations sur le territoire.

6.6. Temps de travail

En 2022, le temps de travail dans la collectivité se décompose de la manière suivante :

| | |
|---|---------------------------|
| Nombre de jours dans l'année | 365 jours |
| Journées hebdo de repos 2 jours x 52 semaines | -104 |
| Jours fériés moyen | -8 |
| Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail | -25 |
| Nombre de jours travaillés | 228 |
| Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures | 1 596 h Arrondi à 1600 |
| Journée de solidarité | + 7h |
| Nombre total d'heures travaillées | 1 607 heures |

7. La gestion de la dette

7.1. Répartition, diversification et gestion du risque

| | 31/12/2021 | 31/12/2022 | 31/12/2022 | Evolution exercice |
|--------------------------------|-----------------|------------------|------------------|--------------------|
| Encours | 14 866 438,55 | 14 619 731,88 | 14 619 731,88 | ↘ |
| Nombre d'emprunts | 17 | 17 | 17 | → |
| Disponible ligne de trésorerie | 0,00 | 0,00 | 0,00 | → |
| Durée résiduelle | 15 an(s) 4 mois | 14 an(s) 11 mois | 14 an(s) 11 mois | ↘ |
| Vie moyenne résiduelle | 8 an(s) | 7 an(s) 7 mois | 7 an(s) 7 mois | ↘ |
| Taux moyen annuel | 1,70% | 1,52% | 1,52% | ↘ |
| Taux actuariel résiduel (TAR) | 2,35% | 2,33% | 2,33% | ↘ |
| Taux de marché * | 0,07% | 2,50% | 2,50% | ↗ |
| Marge moyenne | 0,94% | 0,95% | 0,95% | ↗ |

* Taux de marché de même durée résiduelle en amortissement annuel constant. Taux hors marge en base exact/360

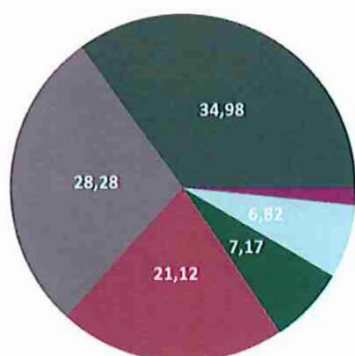
Au 31/12/2022, l'encours consolidé de la ville s'est établi à 14 619 K€ réparti en 17 emprunts.

Le taux moyen pour l'exercice en cours est de 1,52%, soit une baisse de -0,18 points de pourcentage entre 2021 et 2022.

Au titre de l'année 2022, le second tirage de l'emprunt (souscrit fin 2021) a été levé pour le compte du budget principal de la ville (1 M€). Ce dernier a principalement servi pour l'acquisition de bâtiments, à la rénovation de divers immeubles et le solde reste disponible dans le fonds de roulement pour financer les travaux sur les bâtiments scolaires.

Avec cette nouvelle souscription, le Crédit Agricole devient le premier partenaire de la ville financier de la ville devant la Banque Postale et la Société Générale.

En %

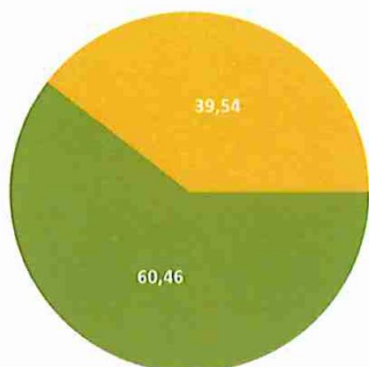


| Banque | Capital restant dû au 31/12/2022 | % |
|---------------------|----------------------------------|----------------|
| Crédit Agricole | 5 114 386,31 | 34,98% |
| La Banque Postale | 4 134 778,90 | 28,28% |
| Société Générale | 3 088 333,33 | 21,12% |
| Crédit Agricole CIB | 1 048 407,78 | 7,17% |
| Caisse d'Epargne | 997 575,56 | 6,82% |
| Sté de Fin. Local | 236 250,00 | 1,62% |
| Total | 14 619 731,88 | 100,00% |

En 2022, le taux fixe est le taux le plus représenté avec 60,5 % de l'encours.

La dette présente le risque de taux suivant :

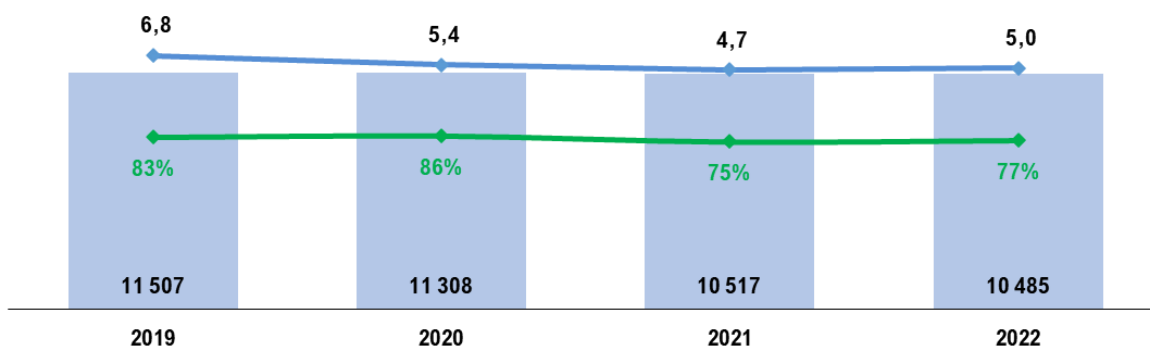
En %



| Type de taux | Capital restant dû au 31/12/2022 | % |
|--------------|----------------------------------|----------------|
| Fixe | 8 838 999,68 | 60,46% |
| Indexé | 5 780 732,20 | 39,54% |
| Total | 14 619 731,88 | 100,00% |

7.2. Évolution de l'endettement du budget principal

Evolution de l'endettement

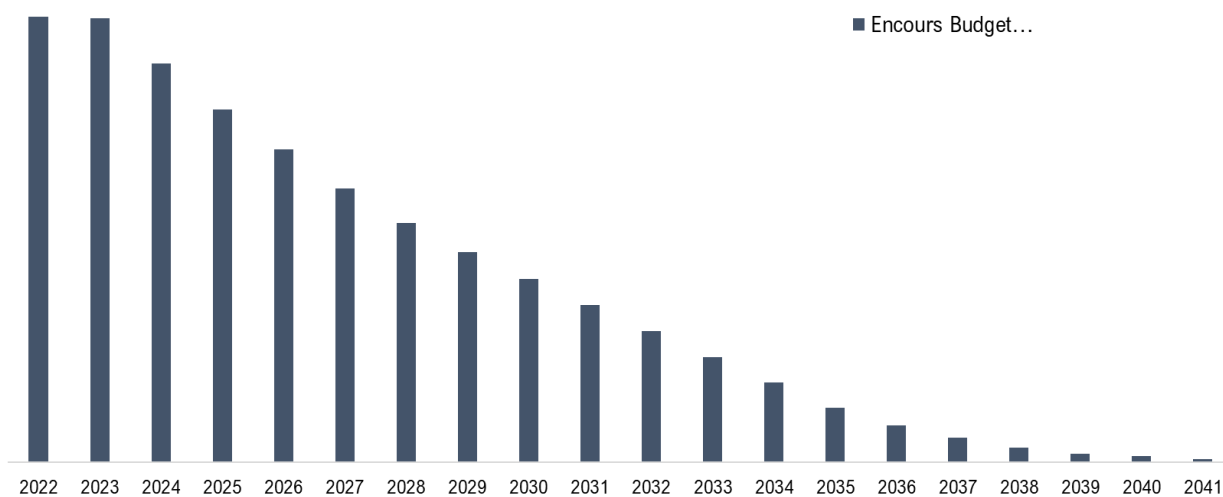


■ Encours de dette au 31/12/2020 (en K€) — Taux d'endettement — Capacité de désendettement hors exceptionnels (en années)

La baisse de l'épargne brute en 2022 (-933 K€ par rapport à 2021) entraîne une diminution de la capacité de désendettement de la ville qui passe à 5 ans. Cependant, ce niveau reste bien en dessous du seuil prudentiel fixé entre 12 et 15 années.

7.3. Profil d'extinction de la dette au 31 décembre 2022

Profil d'extinction de la dette du budget principal



Profil d'extinction de la dette (budget principal + budgets annexes)

